

# **AGRICULTURE – ENVIRONNEMENT - RECHERCHE**

**GROUPE DES ELUS COMMUNISTES**

---

**Conseil régional  
Réunion des 7 et 8 octobre 2004**

**Intervention d'Eric Berroche  
Président du groupe des élus communistes**

## **Les OGM**

Monsieur le Président,  
Cher-es collègues,

Nous apprécions positivement l'organisation d'un débat sur les OGM et la qualité du rapport qui nous a été présenté permet d'en poser clairement les termes. Mais je me demande, eu égard à la qualité et au contenu équilibré de ce texte, si le titre n'apparaît pas sensiblement en décalage.

En effet, le dossier des OGM est au cœur d'une vaste controverse... et, dans une période de l'histoire de l'humanité où « tout va vite », il est tout à fait fondamental de travailler en permanence les rapports entre la recherche, sa nécessité, son utilité et la société, les besoins humains et l'aspiration des hommes et des femmes à maîtriser leur destin.

Or, ce qui pose d'abord problème, c'est bien le déficit, voire la quasi-absence de débat public sur cette question.

En ouvrant cette discussion, le Conseil régional de Bretagne affirme d'abord la primauté de la démocratie et sollicite la poursuite et l'élargissement de ce débat.

Tout d'abord, ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et à l'évidence, il y a besoin de s'entendre sur la définition des OGM...et il est faux de prétendre que les OGM s'inscrivent dans la continuité des sélections végétales pratiquées depuis des siècles par les paysans.

En effet, et le rapport l'indique fort justement, avec les OGM, nous ouvrons possiblement une nouvelle page de l'histoire de l'humanité puisqu'il s'agit de modifier génétiquement certains caractères des organismes, d'en supprimer ou d'en introduire de nouveaux.

Pourquoi pas...mais on nous permettra quand même, eu égard aux expériences récentes, de prendre quelques précautions et, en tout cas, d'affirmer que cette problématique doit être discutée et tranchée en toute connaissance de cause.

Or, à y regarder de près, nous constatons, et de nombreux scientifiques le confirment, que les recherches concernant le risque sanitaire, sont quasi inexistantes.

Que si, parmi ces rares études, quelques unes ont déclaré qu'il n'y avait pas de preuves de nocivité, il faut admettre qu'il n'y a pas, non plus, de preuves de leur innocuité.

Par ailleurs, les enjeux économiques, financiers et politiques sont énormes, cela d'autant que les Etats-Unis sont les principaux producteurs et promoteurs des OGM.

Quelques multinationales, au premier rang desquelles Monsanto, ont l'ambition de maîtriser les principales productions agricoles mondiales. Les paysans du monde seraient alors contraints de leur acheter les semences, les pesticides et herbicides associés, produits évidemment par ces mêmes firmes.

Ces multinationales, découvrant de manière tout à fait soudaine les vertus de l'humanisme, affirment que les OGM constituent la solution pour enrayer la faim dans le monde.

Or, si 800 millions d'hommes et de femmes souffrent de la famine, si deux milliards de personnes connaissent des carences alimentaires, la résolution de ce problème n'est pas d'abord technique ; elle est fondamentalement politique...et, n'en déplaise à certains, vous me permettez d'ajouter que ce constat est terriblement accusateur pour le système économique qui domine notre planète.

Ce sont les règles du marché capitaliste, les inégalités grandissantes qu'il produit qui génèrent la faim dans le monde, la pénurie alimentaire, le manque de moyens, d'argent et de terre pour cultiver et produire.

Ce sont les conflits et les guerres, qui ont la plupart du temps pour origine des intérêts économiques.

Le développement des OGM, tel qu'il se fait actuellement, va à l'encontre d'une agriculture adaptée aux territoires et de la biodiversité. Il s'inscrit dans la recherche du profit immédiat avec la production de monocultures destinées à l'exportation visant à diminuer la rémunération des paysans.

Or, il est essentiel, pour garantir à chaque peuple son droit à la souveraineté alimentaire, de permettre aux paysans du monde de continuer à partager et échanger les semences, de favoriser la biodiversité et la pluralité des pratiques agricoles.

On comprendra dans ces conditions que s'affirment des exigences de dialogue démocratique à l'échelle nationale, européenne et internationale et que, dans l'attente de certitudes, le principe de précaution s'applique.

Ce principe n'interdit pas la recherche mais il entend définir quelques règles et quelques objectifs.

Il serait extrêmement préjudiciable d'opposer au manichéisme des promoteurs des OGM, le refus de toute recherche.

Dans les domaines alimentaire peut-être, pharmaceutiques sans doute et possiblement au plan énergétique, il nous semble nécessaire de donner à la recherche, à la recherche publique en particulier, les moyens dont elle a besoin.

L'amendement que nous avons déposé va dans ce sens. Le Conseil régional dans le cadre de ses compétences, peut aussi pousser le développement de la recherche sur les biotechnologies, en particulier de la recherche publique.

Cela suppose évidemment une maîtrise publique forte et la définition de conditions d'expérimentation parfaitement claires et strictement appliquées.

En rapport avec ces exigences, les élus communistes souhaitent que l'Etat prenne ses responsabilités, attribue à la recherche publique les moyens dont elle a besoin pour travailler en

toute indépendance et favorise l'ouverture d'un débat public associant les chercheurs, les élus et les citoyens, cela sous le contrôle du Parlement

Par ailleurs, nous suggérons que l'Europe favorise un projet de recherche en favorisant les coopérations entre laboratoires.

Enfin, mais chacun aura compris que la transparence, l'information des citoyens et le contrôle constituent, dans ce débat complexe, la plus urgente des priorités.